

quences profondes sur l'organisation du Ministère et ses archives. Par opposition aux autres délégations qui, à ces conférences, proclamaient activement leurs objectifs politiques, les délégués canadiens restaient délibérément dans l'ombre, conformément aux directives du Premier ministre. Dans les comités et les corridors, ils appliquaient discrètement les directives canadiennes aux problèmes particuliers. Dans la plupart des cas, ils ne mettaient sur papier que le résultat de leur intervention. Le pourquoi et le comment ont trop souvent été transmis de bouche à oreille dans le Ministère, ou par lettre privée. Dans les dossiers, les nombreuses références à ces échanges de lettres non officiels sont accompagnées d'une note indiquant que ces dernières n'ont pas été répertoriées; dès lors, les recherches faites par l'éditeur dans les collections privées ont rarement abouti.

D'autre part, le fait que beaucoup de réunions internationales qui se déroulaient auparavant à Londres, Paris et Genève, se soient tenues désormais à Washington et New York a aussi contribué à rendre incomplets les dossiers; on avait en effet moins besoin de directives écrites. Lorsqu'un délégué du Canada à New York voulait discuter de problèmes courants, il pouvait téléphoner, et pour les questions plus importantes, il pouvait facilement retourner à Ottawa pour une réunion sans compte rendu avec le Premier ministre et quelques fonctionnaires. Par exemple, toutes les principales décisions sur le contrôle international de l'énergie atomique ont été prises de cette façon. En interrogeant les fonctionnaires de l'époque, l'historien découvre en très peu de temps la différence entre les directives écrites, préparées pour une large diffusion, et les directives vraiment importantes qui étaient transmises verbalement. Lorsque les grands aspects de politique avaient été précisés et que les intéressés avaient donné leur accord, on ne s'attardait jamais à compléter le dossier. Par contre, celui-ci était rempli avec les échanges télégraphiques ultérieurs qui ne donnaient que des détails techniques ou rédactionnels. Leur abondance accablait d'ailleurs souvent les fonctionnaires à Ottawa qui n'avaient ni le temps ni les documents connexes pour comprendre complètement ce qui se passait. Dans le seul contexte de cet ouvrage, ces télégrammes sont incompréhensibles s'ils ne sont pas lus en conjonction avec les procès-verbaux, présentations et dossiers officiels des délibérations. L'ensemble constitue effectivement un compte rendu de l'élaboration de la politique canadienne, mais, faute d'espace, celui-ci ne peut être reproduit dans un seul volume. Il relève donc de l'historien de tracer une voie dans ce labyrinthe lorsque toute la documentation internationale sera mise à sa disposition. Il découvrira certainement qu'il existe des différences d'opinions ou des versions différentes de ce que le gouvernement voulait transmettre, de ce que l'ambassadeur a réellement communiqué et de ce que le gouvernement étranger croyait que l'ambassadeur du Canada avait communiqué.

La rédaction des documents de travail et des rapports finals sur les conférences internationales avait toujours été largement fonction du temps dont disposaient leurs auteurs. En 1946, les ordres du jour des conférences submergèrent le Ministère. Les dossiers regorgent de commentaires à moitié